

Décoloniser l'espace public impose davantage de rigueur

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Le rapport du groupe de travail qui a réfléchi à la décolonisation de l'espace public en Région de Bruxelles-Capitale a été livré au public par Urban Brussels le mois dernier. Rédigé par un panel d'universitaires, de chercheurs, de journalistes, d'écrivains ou d'acteurs du monde associatif, le rapport fait le point sur l'état du fait colonial dans l'espace public et établit des recommandations pour la gestion politique de ce dossier complexe.

Sur le fond, la démarche est salu- taire. Oui, il faut ouvrir la discus- sion, oui, il faut des décisions poli- tiques qui répondent aux interro- gations et aux demandes de la société civile, oui, il faut décoloniser l'espace public. Mais il faut le faire, au risque de paraître vieux jeu, avec méthode. Il n'appartient pas aux universitaires de penser le monde pour l'ensemble de la so- ciété, et le monde actuel appelle précisément à une diversification des opinions. Pour autant, penser la complexité requiert, exige même, de la rigueur.

De l'art sans histoire de l'art

Dans le sillage du mouvement Black Lives Matter, la sculpture publique en lien avec le colonia- lisme a cristallisé l'attention et la colère. Et pour cause. Elle porte souvent le visage de l'oppression, de la domination, de l'esclavage et de la colonisation dont toute forme d'actualisation dans l'es- pace public est aujourd'hui in- supportable.

La sculpture publique est un fait complexe. Elle rassemble l'histoire, la politique, l'idéologie, le patri- moine, l'art, l'urba- nisme, la sculpture, l'architecture. A la croisée des chemins, elle a cristallisé une perception du monde portée à la vision publique

dans une société qui pensait avec d'autres référents, d'autres codes, dont une partie, aujourd'hui, nous échappe.

Quelles que soient les décisions pour l'avenir, celles-ci sont à prendre à la lumière d'une compré- hension fine du passé et de sa complexité. D'où mon étonnement: un sentiment un peu diffus d'art sans histoire de l'art, comme on dirait de la médecine sans méde- cin... Comment peut-on compren- dre la sculpture publique sans que la bibliographie du rapport fasse état de la documentation qui lui est consacrée? Comment établir un "cadre de réflexion" basé, pour l'histoire de la sculpture publique, sur des références internet sans densité théorique? Et surtout, pourquoi travailler ex nihilo?

Le risque, c'est l'anachronisme.

À titre d'exemple, le rap- port se penche sur la sculp- ture *Nègres*

Sommes-nous, le public, si sensibles, ou si abrutis que nous ne pourrions ni ressentir, ni réfléchir, ni contextualiser?

marrons surpris par des chiens de Louis Samain, placée sur l'avenue Louise. L'œuvre en marbre visible aujourd'hui a été commandée par l'État et offerte à la Ville en 1894 sur base d'un plâtre réalisé par l'artiste en 1869. Elle illustre *La Case de l'oncle Tom* de l'écrivaine américaine Harriet Beecher Stowe,

